

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

mardi

14

OCTOBRE

1975

N° 12

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

inculpation du juge Pascal LA JUSTICE EN CRISE

INTERVIEW DU JUGE PASCAL

Le Quotidien du Peuple
Pour quels motifs êtes-vous poursuivi ?

Le Juge Pascal

Pour violation du secret de l'instruction. Je dois me rendre le 22 octobre à Rennes, pour m'entendre notifier mon inculpation. C'est à la suite d'un article publié dans Paris-Match, le 24 septembre 74. Une plainte avait été déposée par Leroy et Mme Mayeur, c'est une simple plainte sans constitution de partie civile et le parquet était maître de juger de l'opportunité de la poursuite. Le parquet a estimé opportun de poursuivre, ce qui est une première chose surprenante. Deuxième sujet d'étonnement, c'est que ça intervient plus d'un an après, ce qui montre bien que c'est une mesure de circonstance ; il s'agit là d'un nouveau degré de l'escalade de la répression contre les magistrats qui veulent lutter pour une justice égale pour tous et pour une justice visible par tous.

Vous n'êtes pas le seul visé ?

On veut mettre fin à cette lutte que mènent certains magistrats. C'est une répression à travers moi. Je pense bien que si on m'inculpe, d'autres vont être inculpés. On veut absolument rétablir le secret de l'instruction tel qu'il existait au dix-neuvième siècle. C'est un retour en arrière prodigieux que l'on veut faire. Ça fait un peu penser aux avortements qui étaient poursuivis peu avant que l'avortement ne soit plus un délit.

Il y a là une volonté des autorités d'empêcher que la justice soit portée largement devant les masses ?

Bien sûr, c'est pour ça, on ne veut pas que les questions de la justice soient largement portées sur la place publique, soient largement discutées, il faut que le public ne s'intéresse plus à la justice, il faut que le public fasse confiance sans chercher à comprendre.

suite page 4

Le juge Pascal inculpé pour «violation du secret professionnel». C'est la première fois qu'un magistrat est inculpé pour ce motif ; il n'y avait eu jusque là que des sanctions disciplinaires. Ce n'est pas un hasard si cette décision est prise à une période où la justice bourgeoise vient d'être secouée par une nouvelle affaire : l'inculpation d'un patron par le juge Charette.

Les contradictions au sein de l'appareil judiciaire se sont développées dans les dernières années. Tel qu'il apparaît à première vue, le conflit porte sur le secret de l'instruction.

Qui tient à respecter ce secret ? Pourquoi ? La bourgeoisie qui peut ainsi cacher les crimes dont elle est responsable. Elle peut faire trainer en longueur une affaire jusqu'à la faire oublier. Il n'y a pas d'inculpation, parce qu'il n'y a pas de responsable. Ou alors un responsable anonyme et cependant bien connu : la fatalité.

Il y a beaucoup trop longtemps que la bourgeoisie se justifie par cet éternel argument. La classe ouvrière ne sait que trop bien pourquoi il y a tant d'accidents du travail. Elle ne peut plus supporter que cela continue. Et les travailleurs ne tolèrent plus que la «justice» soit systématiquement bienveillante pour les exploités, cette soi-disant «justice-égale-pour-tous» qui ne condamne jamais un patron qui assassine ou mutile quotidiennement les ouvriers.

Jamais les Houillères n'avaient été inquiétées. Pour les 42 morts de Liévin, les mineurs ont exigé la vérité. Cette vérité que les Houillères avec la complicité de la justice bourgeoise avaient toujours réussi à taire. Cette volonté de la classe ouvrière d'en finir avec l'exploitation capitaliste, est de plus en plus forte. Et elle se heurte à une justice qui protège les exploités. La justice apparaît très largement aux travailleurs pour ce qu'elle est : un moyen pour la bourgeoisie pour maintenir sa domination sur la classe ouvrière, un rouage utile à l'exploitation capitaliste.

Qu'un certain nombre de magistrats refuse aujourd'hui de se faire les complices de ce système judiciaire est l'indice des difficultés qu'a la bourgeoisie à maintenir sa domination. Car, dans les faits, ce n'est pas simplement le secret de l'instruction qu'ils remettent en cause. Ce qui inquiète le plus la bourgeoisie, ce qui explique les sanctions qu'elle exerce contre ces magistrats, c'est qu'ils agissent dans le même sens que ce

suite page 4

Liévin :

Face à la duperie de la justice bourgeoise, les mineurs de Liévin réclament la vérité sur l'assassinat de leur 42 camarades



la reprise a GRANDIN

une victoire pour qui ?

voir page 5



150 salariés repris sur 500 salariés, il y a un an

Giscard en URSS

voir page 8

On ne manquera pas, à cette occasion, d'évoquer le voyage effectué naguère par De Gaulle. Il s'agissait alors, pour notre bourgeoisie, de s'affirmer face aux super-puissances, USA et URSS, de secouer la tutelle américaine, de gagner sa place au soleil. Au Kremlin, on ne voyait pas alors d'un mauvais œil cette brèche ouverte dans le camp du grand rival américain.

Nous n'en sommes plus là. Giscard en URSS, c'est le représentant d'un impérialisme qui a dû en rabattre. Les allemands sont venus, plus puissants économiquement, rafler les marchés soviétiques. La lutte du Tiers-Monde venant la secouer, notre bourgeoisie s'est forgée une nouvelle philosophie : tâcher de vivre de son mieux à l'ombre des super-puissances, comme ses collègues européens lui en donnaient l'exemple.

Finis les grands desseins : Giscard se rend en URSS en gagne-petit, tâchant de trouver là quelques débouchés, face à un négociateur en position de

force. L'URSS a aujourd'hui les moyens de jouer sur la crise qui secoue les impérialismes européens pour les mettre en concurrence. Elle dispose avec sa puissance militaire d'un formidable moyen de pression, qui interdit à notre bourgeoisie d'envisager son avenir indépendamment de l'aide américaine. La marge de manœuvre de Giscard est réduite.

La logique de son interlocuteur sera en effet la sienna : celle d'une classe qui n'est pas moins bourgeoise parce qu'elle s'est fondée sur la dégénérescence d'un pays socialiste. D'une classe qui construit sa puissance sur le profit arraché aux travailleurs de son pays, de ses voisins d'Europe de l'Est, et du Tiers-Monde et dont la faiblesse profonde tient aux mêmes raisons. D'un impérialisme, qui dans la vaine lutte qui l'oppose aux États-Unis pour le partage du monde, envisage plus les pays européens comme une proie que comme des partenaires.

la vie du journal

DANS NOTRE COURRIER...

UNE FÊTE POLITIQUE RÉUSSIE

Les 11 et 12 octobre, à la Cartoucherie de Vincennes, LES JOURNÉES CULTURELLES ANTI-IMPERIALISTES, organisées par le CEDETIM, ont permis pour la première fois de réunir une cinquantaine de Comités de lutte, des mouvements de libération nationale, sans oublier les corses, les bretons et le mouvement occitan. Le but ? Fournir un cadre et un projet global aux multiples comités, articuler les luttes anti-impérialistes entre elles... L'organisation en « espaces » (Europe, Asie, Amérique Latine, Afrique, Maghreb/Machrek) : un bon moyen pour permettre les discussions dans les forums destinés à élever la conscience politique. Car les milliers de personnes étaient venues là non seulement par sentiment de solidarité, mais à la recherche de positions anti-impérialistes conséquentes. Si deux jours ne suffisent pas à fournir une réponse, du moins, de nombreux problèmes ont été soulevés et précisés.

Et puis, c'est toujours un peu une gageure d'organiser une fête politique, et elle a été réussie. Ceux qui connaissent la « Fête de l'Humanité » ont fait la différence, tant pour le contenu politique que pour la conception d'ensemble. Les activités culturelles (films, chants, danses, et orchestres révolutionnaires) étaient étroitement mêlées aux discussions politiques et non centrées sur quelques vedettes. Quelques « détails », mais significatifs : l'organisation d'une crèche, pas de coup d'assommoir pour les plats nationaux en vente, et enfin aux bars, les oranges ne venaient ni d'Israël, ni d'Espagne, ni d'Afrique du Sud.

En un mot, une initiative intéressante et positive, à laquelle les CIP, avec d'autres, ont été associés, une fête politique réussie et prometteuse.

26^e ANNIVERSAIRE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Samedi après midi, à la Mutualité, rassemblement des Amitiés Franco-Chinoises à l'occasion du vingt-sixième anniversaire de la République Populaire de Chine.

De nombreux amis de la Chine sont venus manifester leur enthousiasme pour la construction du socialisme par un peuple représentant le quart de l'humanité. On s'intéressait beaucoup aux stands, aux forums comme celui de la santé nouvelle, au service des masses, celui sur la politique extérieure de la Chine ou celui que Charles Bettelheim animait sur les questions économiques.

Deux films produits en Chine Populaire ont été particulièrement bien accueillis. Le premier, « de victoire en victoire », retrace la dernière phase de la lutte de libération du peuple chinois, celle qui l'a opposé à l'impérialisme US et à son valet Tchang Kai Chek (on peut y voir comment la victoire se construit sur la base de l'unité au sein du peuple et de l'armée, réalisée par la lutte entre les deux voies sur la base des directives données par le Parti Communiste et le Président Mao Tsé Toung.)

Le deuxième retrace la construction d'un chemin de fer de plus de mille kilomètres, comportant des centaines de ponts et de tunnels, par les masses chinoises liant étroitement la lutte contre le révisionnisme et la lutte contre la nature.

Demain, nous publierons un article sur la question de l'éducation en Chine.

UNE EMPLOYEE DE GRANDS MAGASINS DE CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES

Je lis le Quotidien du Peuple depuis sa parution, il y a beaucoup de progrès de faits dans le sens du débat avec les masses.

Dans le N° 8, j'ai trouvé avec joie la lettre d'un employé des Galeries Lafayette qui posait le problème du travail syndical et révolutionnaire dans les grandes surfaces, car je suis moi-même employée de grand magasin et je m'étais posée la question et comptais écrire au journal à ce sujet : le lien entre les employés, les échanges d'expérience... je suis déléguée CGT depuis peu, et je me suis heurtée à toutes les divisions individuelles, les brimades qu'exerce la direction sur les employées, surtout dans le contexte économique actuel avec les contrats à durée limitée : ce sont des licenciements permanents.

A ce sujet, l'article sur Mamouth à Rennes était très bon : la direction ne recule devant aucune brimade et sait s'entourer d'hommes de main. Je l'ai fait lire à plusieurs camarades de travail et j'aurais bien aimé savoir ce qu'ils ont obtenu depuis.

(...) Une critique : au sujet des articles sur l'Espagne : expliquez davantage les différentes organisations et leur travail dans les quartiers, prouvez que les révolutionnaires ne sont pas seulement des casseurs !

DES LECTEURS DE LIEVIN NOUS ECRIVENT.

Ah oui, comme l'écrit Nord-Matin, le secret a été bien gardé ! Nous voulons parler de la venue de Mme Giscard d'Estaing dans notre ville. Réception impeccable : Mr Darras n'a omis de mettre que le tapis rouge comme lors du retour des astronautes sur la terre après leur voyage sur la lune. Quant aux courbettes, elles n'ont pas manqué. Des policiers mobilisés il y en avait à chaque coin de rue, toute la cité du 3 de Lens en grouillait. Si, Mr Darras, il fallait le dire aux Liévinos que Mme Giscard d'Estaing allait venir dans notre cité et non le cacher ! Au moins, nous aurions pu lui dire ce que nous avons sur le cœur. Il fallait lui faire visiter quelques maisons délabrées et il n'en manque pas dans nos corons. Allez donc, c'est une maison refaite à neuf, carrelage et tout que Mme Giscard a honoré de sa visite ! Comme les mineurs et les silicosés auraient aimé lui poser leurs revendications eux-mêmes ! Ils auraient pu, par exemple, lui remettre quelques radios de silicosés à faire examiner et constater à Mme Simone Weil, ministre de la santé ! Ils auraient pu également rappeler à Mme Giscard d'Estaing que les salaires et les retraites des Houillères sont parmi les plus bas de tous les métiers, que le travail du mineur reste toujours le plus pénible et le plus insalubre. Enfin, il y en avait trop à dire et c'est uniquement pour cela que le silence a été bien fait sur cette visite.

Allons, M. Darras, un peu de respect envers les liévinos mineurs qui ont tout donné, leur sang et leur santé. Enfin, depuis 1948, eux se rappellent de quel côté vous

Au sujet des jeunes : L'article sur la condamnation à mort de Bruno était très bon, car il le restituait dans son milieu, car il ne faut pas se priver de dire aux gens les plus moralisateurs, que ce gosse, ça pourrait être le leur ! Le travail difficile à trouver, mal payé, avec des petits chefs qui vous en font baver sitôt que vous l'ouvrez, la révolte individuelle sans perspective, malheureusement parfois même des camarades de travail qui vous enfoncent parce qu'ils ont peur, et la campagne anti-jeunes : il faut en arriver à une haine profonde de la société pour en venir là !

Saluts fraternels !

UNE OUVRIERE RETRAITEE DE REIMS

J'ai 76 ans, j'ai été paysanne jusqu'à plus de 40 ans. N'ayant plus de travail, je suis venue à la ville et je suis devenue ouvrière. J'ai trimé toute ma vie, j'ai toujours vu les pauvres devenir plus pauvres, et les riches plus riches, et, au bout d'une vie de travail, je me retrouve avec 1 800 F en tout pour vivre... par trimestre, et en plus de ça, mis « au rencart », les vieux, nous sommes coupés de tout, avec le rythme imposé à nos jeunes. C'est terrible de passer de longues journées dans la solitude, les riches, eux, ils peuvent se payer le cinéma, le théâtre et les voyages... et toute l'année.

étiez et vous avez très bien joué votre rôle en servant de guide à Mme Giscard d'Estaing.

Pour vous, M. Darras, la visite à Liévin de celle que votre journal appelle « la première dame de France » est un privilège et un grand honneur ! Pensez donc ! Mme Giscard d'Estaing a remis un chèque de un million pour les veuves et orphelins de la catastrophe de Liévin, de ses propres deniers, dites-vous : la vérité c'est qu'à Liévin, Anémone est venue faire l'aumône avec quelques miettes de ce que les capitalistes volent aux ouvriers, chaque jour. Ce que Nord-Matin ne dit pas, c'est que les veuves des 42 mineurs tués, qui avaient reçu, en avance, une partie de leur charbon de 1975 avant la mort de leur mari, on dû récemment repayer sur ce charbon la surtaxe imposée aux pensionnés pour le transport, c'est-à-dire le double. Quel cadeau... et quel respect envers ceux qui sont morts si tôt ! Allons donc, ils sont morts et les veuves ne touchent plus désormais que la moitié du tonnage qu'elles percevaient du vivant de leur mari.

En quelques mots, ce que les mineurs veulent, c'est la vérité sur la mort de leurs 42 camarades, c'est ne plus risquer, chaque jour, leur vie pour des salaires et des retraites de misère ; et pour cela, nous, M. Darras, ce n'est pas sur Mme Giscard d'Estaing que nous comptons.

Les Liévinos qui veulent pouvoir s'exprimer

Alors leur gouvernement avec les 700 F d'aumône, s'il croit nous acheter... il se trompe.

Je souhaite que votre journal parle de tout cela, et dénonce toutes les injustices : les paysans chassés de leur terre, l'exploitation des ouvriers, le sort réservé aux vieux travailleurs, et surtout que votre génération connaisse une société meilleure. Mais surtout prenez garde à deux choses : les nantis ne se laisseront pas faire, il vous faudra être forts et nombreux. Et faites bien attention surtout à rester fidèles à votre idéal, car d'autres partis ouvriers dans le passé : la SFIO, le PCF ont changé de camp. Pour aider votre journal, je vous envoie 50 F. Je regrette de ne pouvoir faire plus, mais, comme dit le vieux proverbe, les petits ruisseaux font les grandes rivières.

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos correspondances, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au
208 65 61 PARIS
de 8 h 30 à 14 h

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml))
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication :
Y. CHEVET
Imprimé par Roto-Nation
Diffusé par les NMPP

souscription du 6 au 13 octobre

| | | | |
|--|---------|---|------------------|
| Paris | | Nancy | |
| un couple d'employés | 300 F | un instituteur | 500 F |
| T.G., employé | 50 F | un employé | 250 F |
| O.C., étudiant | 10 F | | |
| un sympathisant intellectuel | 2 500 F | Besançon | |
| collecte à l'ENS (Sèvres) | 502 F | des travailleurs de Lip | 50 F |
| un chômeur | 26 F | collecte dans une cité | 132 F |
| collecte sur un marché populaire | 125 F | Orléans | |
| 2 sympathisants de l'INSEE | 250 F | collectes sur un quartier et des marchés | 120 F |
| Aubervilliers | | Angers | |
| un lycéen | 20 F | collecte dans un lycée technique | 308 F |
| Nanterre | | Bordeaux | |
| des camarades africains | 100 F | un couple d'étudiants | 150 F |
| Saint-Denis | | une famille paysanne | 100 F |
| de jeunes sympathisants | 30 F | Reims | |
| Drancy | | une ouvrière la retraite | 50 F |
| un collégien | 50 F | collecte dans un CET | 50 F |
| des lecteurs sympathisants de l'Ain | 750 F | collecte sur un quartier | 275 F |
| Créteil | | Caen | |
| 3 lecteurs réguliers | 150 F | 2 étudiants | 500 F |
| Marseille | | collecte sur un quartier | 55 F |
| les habitants d'une cité des travailleurs immigrés | 180 F | Sotteville-les-Rouen | |
| une étudiante | 90 F | D.C. | 100 F |
| une famille ouvrière de sympathisants | 30 F | Meaux | |
| Lyon | | C. et R.B., militants OC-GOP | 50 F |
| un ouvrier de Brandt | 30 F | R.F. | 210 F |
| collecte à l'atelier de traction (Rodhia) | 14 F | L'Absie | |
| un ouvrier (Rodhia) | 13 F | R.D. | 10 F |
| une sympathisante infirmière | 5 F | Villerupt | |
| Villeurbanne | | D.B., professeur | 300 F |
| des chômeurs | 21 F | Villeneuve-St-Georges | |
| Vénissieux | | J.L.P. | 250 F |
| collectes sur les marchés | 161 F | La Rochelle | |
| Lille | | G.S. | 30 F |
| collecte à la Faculté | 100 F | TOTAL | 9 521 F |
| Roubaix | | SOUSCRIS | 67 941 F |
| une famille de sympathisants ouvriers | 230 F | Total souscrits pour les 50 millions | 77 462 F |
| | | Reste à souscrire pour les 50 millions | 422 538 F |

JE SOUSCRIS

10 F 50 F 100 F F

Nom :

Profession :

Adresse :

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

JE M'ABONNE

Nom :

Profession :

Adresse :

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS
150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Bon à envoyer au Quotidien du Peuple - service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr près de mon domicile ou de mon travail :

à la librairie

(mon précis de la livraison)

au kiosque

de Monsieur

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre en dépôt

PORTUGAL QUEL AVENIR ?

le point de vue des révolutionnaires

Nous poursuivons aujourd'hui la publication d'extraits de deux textes du Mouvement pour la Réorganisation du Parti du Proletariat et de l'Union Démocratique Populaire, commencée dans notre numéro de lundi.

L'UDP

Extraits du discours du camarade Guinot, dirigeant de l'UDP, prononcé le 25 juillet 1975.

Camarades, ce qu'il nous faut pour vaincre la crise qui nous menace, c'est imposer la volonté du peuple de façon organisée. (...) (Les problèmes), ils se résolvent dans les assemblées populaires, dans les commissions élues par les travailleurs et par tout le peuple et dotées de pouvoirs pour décider de toutes les questions. (...)

Mais attention, camarades, pas de confusions. Ces assemblées et commissions dont nous parlons ne sont pas celles dont parle le Conseil de la Révolution, ne sont pas des assemblées formées sur le dos des masses et utilisées comme simples courroies de transmission des directives du Conseil de la Révolution, ne sont pas des espèces de nouvelles municipalités. Elles doivent être de véritables organes démocratiques, élus démocratiquement par les assemblées de masse dans les usines, les casernes, les villages et les quartiers. Elles doivent être des organes indépendants, dotés d'autorité et qui expriment librement la volonté du peuple.

Leurs membres (...) peuvent être destitués par les masses qui les ont élus, chaque fois qu'ils ne remplissent pas le mandat qui leur a été confié. (...)

Pour faire face aux menaces qui s'accumulent sur nos têtes, nous pensons qu'il faut compléter ces assemblées populaires avec leurs organes d'auto-défense, avec leurs milices populaires. (...)

Le camp du peuple a besoin d'avoir les soldats avec lui. (...) Leur lutte pour faire des assem-

blées de délégués d'unité de véritables organes démocratiques est un des fronts les plus avancés de la lutte anti-fasciste en cours (...).

Mais il est vrai aussi qu'il y a dans le MFA beaucoup d'officiers sincèrement démocrates et patriotes qui veulent rester fidèles au 25 avril et aller de l'avant avec le peuple. (...)

L'UDP lutte pour que se constitue, à brève échéance un gouvernement démocratique d'indépendance nationale, un gouvernement qui s'appuie résolument sur les assemblées populaires, un gouvernement jouissant de la confiance de tout le peuple, capable d'annihiler le fascisme, de reconstruire l'économie, d'en finir avec le chômage et les grandes fortunes, un gouvernement capable de faire front aux impérialistes. (...)

Un tel gouvernement est possible, camarades, un tel gouvernement n'est pas un songe.

le MRPP

Extraits du discours du camarade Arnaldo Matos, secrétaire général du MRPP, prononcé le 18 juillet 1975.

(...) Le pouvoir qui sert à la classe ouvrière à mener la révolution jusqu'au bout doit avoir certaines caractéristiques, il doit s'y exercer la démocratie de la classe ouvrière, la démocratie du peuple qui font partie d'un de ces organes doivent être librement élus et doivent être mis à la porte n'importe quand s'ils ne remplissent plus leur mission.

Mais nous, analysant la réalité, nous disons, voici qu'a surgi un organe important : ce sont les commissions de travailleurs, (...) dans notre pays, la question du pouvoir pour la classe ouvrière doit surgir de ces organismes et ne peut surgir d'aucun autre (...).

Aujourd'hui, fidèle à sa tactique de toujours, la bourgeoisie dit : du moment que tu ne peux pas les détruire, rejoins-les. Parce qu'en s'y joignant, il peut y avoir l'opportunité, comme le 25 avril, de dévier les choses de

leur objectif. Ce ne sera pas possible ! Il faut voir que tout ce qui sera institutionnalisation des commissions de travailleurs n'est rien d'autre qu'une brutalité du genre de l'unicité syndicale. Les travailleurs ne doivent pas permettre que quiconque mette les pattes là dedans pour légaliser ou illégaliser ces choses. Ce fut une création à vous, et c'est à vous de la défendre ! (...). Nous, pour nous armer, il nous faut nous unir fondamentalement aux soldats, qui sont les ouvriers et les paysans incorporés dans l'armée de la bourgeoisie. Ils doivent être de notre côté, et toutes les manœuvres des opportunistes, qui font sortir les soldats sur des chars de combat pour se promener en ville, convaincus que c'est là l'alliance du peuple avec les soldats, de la classe ouvrière avec les soldats, sont des tromperies. (...)

La théorie des assemblées d'unités, dirigées par le commandant d'unité, par les officiers de l'unité, par les sous-officiers de l'unité, par les sergents de l'unité, et, perdus au milieu de ce maquis, un ou deux soldats bons à dire qu'ils sont fils du peuple, cette théorie ne nous sert pas (...).

Cet argument, on ne peut pas y renoncer parce que demain, la bourgeoisie vous appellera à descendre dans la rue et vous confiera effectivement une arme, si vous êtes d'accord pour défendre une clique de la bourgeoisie contre une autre clique de la bourgeoisie. Mais elle ne mettra d'arme qu'en face de vous, que pointée sur votre tête, si vous, ouvriers, vous voulez marcher seuls et dire : ma barricade est ici. Là, il y a celle des exploités, et c'est sur les exploités que nous devons ouvrir le feu, ce n'est pas sur nos frères transformés en chair à canon ! (...). L'heure est à la guerre, la révolution doit avancer, votre tâche est de prendre le pouvoir. Iriez-vous hésiter ?

LES MASSES EN LUTTE

Soldats : les soldats de la base aérienne de Beja, qui avaient été soutenus par les travailleurs agricoles de la région au moment de leur lutte contre des sanctions disciplinaires visant quarante d'entre eux, ont décidé de se lier profondément à ces travailleurs. Dimanche, ils ont effectué une journée de travail volontaire à la ferme occupée de Grus, à Albernoa. Un soldat a déclaré à ce sujet : « il faut pratiquer l'unité en travaillant côte à côte avec les paysans et les ouvriers agricoles, apprendre auprès d'eux et discuter avec eux. Prendre une plus grande conscience des problèmes des travailleurs, faire l'unité dans la pratique. »

Habitants : à Lisbonne, les habitants du quartier de São João Occidental ont réussi à transférer, des tribunaux officiels à leur commission d'habitants et au peuple en général, le jugement de huit habitants contre lesquels l'exploiteur du peuple et fasciste notoire José Rodrigues Galo avait lancé une assignation de déménagement.

Lutte contre l'administration : la commission de dynamisation préparatoire à l'assemblée populaire d'une zone de Lisbonne organisait hier une manifestation de la chambre municipale par les commissions de travailleurs et d'habitants et les assemblées populaires.

Employés : la plupart des services du ministère de l'éducation et de la recherche scientifique sont en grève depuis jeudi « pour la réparation des injustices qu'ils subissent depuis longtemps ». Ils ont proclamé leur volonté de négocier que sur la base de garanties solides.



La classe ouvrière portugaise : une unité révolutionnaire à réaliser

LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE ?

Après la série d'articles sur le Portugal, le Quotidien du Peuple va engager le débat sur le thème « la

crise et les travailleurs ». Quelle est la nature exacte de cette crise ? Comment est-elle vécue par les

travailleurs ? Comment se développe-t-elle ? Où nous conduit-elle ? Les questions, nous les avons posées aux ouvriers de la SMN de Caen, de Lip, Bourgeois et Unimel à Besançon, de la Rhodia à Lyon, de la sidérurgie lorraine, d'Usinor-Dunkerque, aux postiers de Paris. Quelle solution trouver face à la crise ? Comment est ressentie la désunion de la gauche, l'appel à la collaboration de classes face à la catastrophe lancée par la bourgeoisie, comment est comprise la nécessité de la Révolution Socialiste ?

L'enquête dans ces usines, les tables rondes tenues avec les travailleurs, l'interview de syndicalistes fournissent les premiers éléments de ce débat. Plusieurs lettres de lecteurs comme celle d'un camarade de l'usine Permali à Nancy posent le problème de débattre de la crise : « La crise, un mot que l'on entend à tout bout de champ, aussi bien par le gouvernement et le patronat que par tous les « partis de gauche »

et d'extrême-gauche. La crise, pour un travailleur, qu'est-ce que cela peut signifier ? »

Dans les trois prochains numéros du Quotidien, nous présenterons, en introduction à ce débat, une étude sommaire de la situation économique.

Chômage, inflation, le problème du pétrole et des matières premières, la crise monétaire internationale... Voilà depuis quelques années l'information économique de tous les jours. Pour caractériser la situation actuelle, on parle de crise économique, de récession, ou de crise du capitalisme monopoliste d'État. On évoque 1929. Qu'en est-il réellement ? Quelle est la situation économique actuelle ?

Le monde capitaliste est engagé dans une récession dont l'ampleur dépasse tout ce qui s'est produit depuis 1945. Nous décrivons les principaux aspects de la récession

en France : baisse de la production industrielle et des investissements, chômage et blocage des salaires, politique de l'État et inflation.

Un rapide rappel de l'histoire de l'impérialisme français depuis 1960 en butte à la décolonisation, à l'essor des luttes populaires, à la concurrence aggravée au sein du camp impérialiste précèdera, dès demain, ces aperçus de la situation de l'économie française et les replacera dans leur perspective historique.

Enfin, un dernier article caractérisera l'analyse du PCF sur « la crise du Capitalisme Monopoliste d'État ».

Mais dès aujourd'hui, nous vous demandons d'adresser au journal vos questions, vos réflexions, vos contributions à ce débat. Écrivez-nous afin que la discussion engagée avec les travailleurs de quelques usines s'étende à tous les lecteurs. A vos plumes, camarades.



Kanapa dépité

CONFÉRENCE DES P«C»
D'EUROPE

Les préparatifs à cette conférence viennent de prendre fin, c'est ce qu'annonce le communiqué de l'Humanité d'hier, introduisant une interview de Kanapa qui représentait le P«C»F à Berlin. Sous couvert de «dégager... de nouveaux objectifs d'action en faveur de la détente, du désarmement et de la coopération entre tous les pays européens». Il s'agit pour le P«C» d'URSS de tenter la reprise en main des P«C» européens (ce que nous rappelions dans le Quotidien du Peuple du 9 octobre). Ainsi, voilà comment Kanapa caractérise cette conférence : «Ce que je peux dire, c'est que son contenu, son caractère seront limités et que par conséquent l'objet même de la conférence sera limité». C'est tout dire sur le succès de la préparation de cette conférence ! En clair, les partis ne sont pas arrivés, et quoi d'étonnant, à surmonter leur désaccord.

Par ailleurs, à propos de la Chine, l'affirmation de Kanapa, telle que : «... nous nous refusons à toute condamnation collective d'un PC quel qu'il soit», n'a pas empêché le P«C»F de se livrer aux pires attaques anti-communistes envers le PC chinois et le socialisme qui s'édifie en Chine.

une campagne ignoble

Sous le titre «une campagne ignoble», dans un article de l'Humanité, Catala prétend s'élever contre une campagne de la bourgeoisie qui veut faire passer les jeunes pour des voyous. Mais qui sont les voyous, selon M. Catala ? Ceux qui «à la fin des manifestations démocratiques provoquent des incidents violents... par leur aventurisme et leurs provocations traditionnelles en queue de manifestation». Qui est-ce ? «Les gauchistes, dont les méthodes, pour certains groupes, ne relèvent plus que du banditisme». Or la campagne de la bourgeoisie, sur le thème de la «violence» consiste précisément à faire l'amalgame entre le banditisme (les hold-up) et les luttes de la classe ouvrière (occupations d'usine). La campagne du PCF consiste aussi à assimiler voyous et révolutionnaires. C'est effectivement ce qu'on peut appeler «une campagne ignoble». M. Catala !

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES A CHATELLERAULT

Abelin, ministre de la coopération, actionnaire du trust USITT, a été mis en ballottage dimanche dernier (49,5 % des voix). Ce que l'on peut ensuite retenir de ce premier tour de scrutin, c'est le score limité du candidat de Jobert (4,4 %), ceci montre toutes les limites de son entreprise, même face à un candidat opposé au gaullisme comme Abelin, Jobert mord relativement peu sur l'UDR giscardisé depuis la reprise en main par Chirac. Quant aux candidats de l'union de la gauche, l'arrivée légèrement en tête de Edith Cresson, candidate parachutée par le PS (22,5 %) devant Fromenteil (21,5 %) candidat du PCF, ne va pas manquer de développer les contradictions au sein de la «gauche». Pour le PS, cela le renforce dans sa prétention à devenir le premier parti de l'opposition électoralement et lui permet de se présenter comme participant à la majorité de rechange pour la bourgeoisie, avec ou sans le PCF.



Le juge Pascal est descendu au fond de la mine pour enquêter après la catastrophe de Liévin.

interview du juge Pascal

Actuellement, vous n'êtes pas encore inculpé ?

Je vais l'être, je dois l'être, j'ai reçu une convocation, celle qu'on adresse à ceux qui doivent être inculpés, c'est écrit en toutes lettres sur la convocation que j'ai reçue pour être inculpé pour violation du secret professionnel, à la suite d'une plainte émanant de personnes qui s'affirment innocentes et qui cependant ne veulent absolument pas que l'on continue les recherches et que l'on étale au grand jour ce que contient le dossier, qui paraît-il, par ailleurs, ne contient absolument rien contre eux. Alors, allez comprendre !

Ne pensez-vous pas qu'avec l'inculpation de Coquidé par vous-même, l'inculpation du directeur de HGD par le juge De Charette, on assiste à un changement dans la justice lié aux dernières luttes des travailleurs ?

Mais bien sûr, il y a eu l'inculpation de M. Coquidé, à la suite de quoi il y a eu l'inculpation et l'arrestation du chef d'entreprise par M. De Charette et maintenant la troisième étape est franchie par ceux qui sont opposés à toutes ces choses-là, ils veulent aller plus haut, on inculpe maintenant un magistrat. Ce sont les étapes d'une lutte pour un changement dans la justice, dans l'atmosphère de la justice, dans les méthodes, dans les structures... On sent que l'on aboutissait à un changement ; on s'agrippe comme on peut, on cherche à retenir ce qui leur échappe, à retenir ce secret de l'instruction. Car tout est dirigé, je le dis, parfois on dit le contraire, mais ce n'est pas le cas principal, je continue à dire le principal c'est le secret de l'instruction. Qu'on supprime le secret, qu'on cache exactement ce qui se passe, eh bien, tout changera. Tout a changé et bien sûr quand M. De Charette a arrêté un directeur, c'est un changement mais je pense que ça a vraiment changé le jour où je suis descendu dans la mine, je suis allé voir, j'ai nommé des experts et j'ai pu établir que la fatalité n'avait rien à voir dans

cette affaire là, que les causes des catastrophes minières ce n'était pas la fatalité.

Toutes une série de fautes, d'imprudences ayant été commises par l'employeur, alors évidemment, c'est un changement. Non seulement, je l'ai vu, ce n'est pas ça qui compte, mais c'est de le faire savoir, c'est de parler, c'est de l'avoir dit. Alors qu'on soit logique, qu'on me poursuive maintenant, qu'on m'inculpe de violation de secret professionnel à propos de la catastrophe de Liévin. On m'inculpe uniquement parce que des personnes isolées ont porté plainte, il n'est pas nécessaire de porter plainte pour que le parquet poursuive. Le parquet sait que j'ai violé le secret professionnel dans l'affaire de Liévin, pourquoi on ne me poursuit pas. Le parquet juge l'opportunité de poursuite, eh bien, cette règle de décider que tantôt une poursuite est opportune, tantôt elle ne l'est pas, ce n'est pas une règle démocratique.

Pensez-vous que les luttes des travailleurs soient pour quelque chose dans les changements de la justice, et qu'elles vous aident, vous, magistrats ?

Ah oui, certainement, c'est une partie importante du peuple et c'est une partie du peuple que concerne plus spécialement ces problèmes de justice. Mais il faut une évolution encore dans le public, j'ai l'impression, parce qu'eux-mêmes sont souvent résignés, à la fatalité, à la nécessité, au caractère inéluctable des accidents du travail.

Mais, est-ce que la justice ne leur reste pas extérieure ?

Eh oui, elle leur reste extérieure, c'est toujours ce que l'on a voulu, que la justice soit absolument séparée, qu'elle ne soit pas connue du peuple, on veut continuer ce n'est peut-être pas en m'inculpant qu'on va y arriver, parce que je vais parler. Les gens pourront me trouver à la sortie de l'audience, à la sortie du cabinet d'instruction, je serai là pour parler.

recueilli par Serge LIVET

la justice en crise

SUITE DE LA PAGE 1

qu'exigent les masses. Le juge Pascal n'est pas simplement inculpé parce qu'il a violé le secret de l'instruction, mais, parce qu'il avait inculpé un notaire. Et Leroy, coupable ou non, est aux yeux des mineurs de Bruay, un homme des Houillères. Le juge Pascal n'est pas simplement inculpé pour violation du secret de l'instruction, mais parce qu'il a inculpé l'ingénieur Coquidé comme responsable dans la mort des 42 mineurs de Liévin. Il a été dessaisi de l'affaire parce qu'il envisageait d'autres inculpations.

C'est parce que certains magistrats, eux-aussi, se retournent contre les patrons, contre les exploités que la bourgeoisie s'affole. Ils n'étaient pas prévus pour cela. Des juges comme Henri Pascal, Charette, et d'autres sont des gêneurs pour la bourgeoisie. Quel est le sens de ce mouvement qui se développe

dans la magistrature ? Il n'est pas simplement dû au fait que certains magistrats sentiraient la nécessité d'une évolution, d'une amélioration du fonctionnement de la justice pour la faire plus juste. Si un tel courant se manifeste de plus en plus aujourd'hui, c'est parce que la justice bourgeoise est rejetée avec force par les masses populaires. C'est parce que les travailleurs refusent l'idée que la justice bourgeoise est juste pour eux. L'ampleur que cette contradiction prend dans la société se reflète au sein même de la bourgeoisie.

Un Lecanuet a beaucoup de mal à redorer le blason de «La Justice». Même quand il est obligé d'affirmer qu'il n'y a pas deux justices, une pour les patrons, l'autre pour les ouvriers, qui le croit ?

Fabien Vaudois

Lecanuet contre des juges : déjà des précédents

4 octobre 74 : Hubert Dujardin, juge d'instruction à Lille est suspendu provisoirement pour avoir volontairement violé le secret de l'instruction en ouvrant ses dossiers à un journaliste. La procédure est engagée à la requête de Lecanuet. Il est écarté des fonctions de l'instruction et siège désormais comme juge dans un tribunal civil.

6 décembre 74 : Oswald Baudot, substitut du procureur de la République à Marseille est poursuivi à la requête de Lecanuet pour avoir dans une lettre incité à être partial en faveur des opprimés. Comme le juge Dujardin, il est membre du Syndi-

cat de la Magistrature.

2 octobre 75 : Lecanuet s'en prend au juge De Charette qui avait incarcéré Chapron, directeur de HGD, responsable d'un accident mortel. Il déclarait notamment : « Je n'accepte pas qu'un magistrat... fasse passer ses conceptions syndicales particulières avant son rôle et son devoir d'impartialité. »

11 octobre 75 : le juge Pascal est convoqué pour être inculpé de violation du secret professionnel. Auparavant, il avait été dessaisi des dossiers qu'il instruisait, à trois reprises, en particulier, le dossier de l'assassinat de Brigitte Dewèvre, et le dossier de la catastrophe de Liévin.

CONFÉRENCE NORD-SUD : l'Angleterre se fait prier

Hier, s'est tenue la première séance de la réunion préparatoire à la conférence entre le Tiers-Monde et l'impérialisme sur les matières premières et le développement (Conférence Nord-Sud).

Lorsque Giscard propose, début 74, la tenue de la conférence Nord-Sud, les USA expliquent à qui veut les entendre que la riposte au pays du Tiers Monde est simple : quelques divisions de «Marines», tristement célèbres au Vietnam, suffiraient, selon eux, à mettre au pas les rois du pétrole. Ainsi, la France, se prévalant de ses bonnes relations avec le Tiers Monde, propose au camp impérialiste de recourir au «dialogue» pour obtenir des concessions.

échec en avril 75

Les USA n'étaient pas pressés : la récession du monde capitaliste préparait, dans la logique capitaliste, les conditions d'un rapport de force économique favorable face aux pays producteurs : baisse de la consommation, donc des importations de matières premières, donc - espéraient-ils - des prix. Cette perspective contribua au blocage des négociations en avril. La France, malgré ses divergences apparentes avec les USA, adopta le point de vue de Kissinger.

vers un compromis !

Aujourd'hui, la récente conférence de l'OPEP prouve que la surproduction momentanée de matières

premières ne compromet pas sérieusement l'unité des pays du Tiers Monde. D'autre part, la perspective de la relance de l'économie capitaliste incite, comme le souligne M. Guiringaud, président technique de la conférence, les pays riches à chercher «la stabilisation des cours des matières premières». Le camp impérialiste a plus intérêt aujourd'hui à la réalisation d'un compromis avec les pays producteurs.

les remous

Mais cette unité d'intérêt n'exclue pas la maintenance des divergences entre les pays capitalistes. On peut en voir un signe dans la tentative de la Grande-Bretagne de remettre en cause la représentation unique de la CEE à la Conférence. En effet, cette procédure de représentation aboutit à manifester l'unité de l'Europe dans une réunion dont la France a été l'instigatrice. La Grande-Bretagne, politiquement plus proche des USA que la France, vise à limiter la portée de la Conférence au point de vue de l'évolution des rapports internes au camp impérialiste.

Un accord serait intervenu entre les participants pour convoquer les 17 et 18 décembre, sous le nom de «Conférence de la Coopération économique». Le camp impérialiste renoncerait ainsi, explicitement, à cantonner la discussion aux seules questions énergétiques. L'avenir éclairera les manœuvres qu'ils entendent perpétrer.

Michel FLORAC

INNO MONTPARNASSE table ronde avec des employées en lutte

Depuis le début de l'année, ce sont plusieurs milliers d'employés qui sont entrés en lutte, principalement des grands magasins mais aussi du livre, des assurances, du papier carton etc... Certaines ont pris un caractère national, tel Mammoth et le Printemps de Rennes, mais beaucoup d'autres sont passés sous silence : Radar, Recordet, Euromarché à Nantes, Auchan, au Havre etc...

Dans ces luttes, l'on retrouve

Mireille : caissière
Michel : crémier
Marilyn : caissière
Christine : caissière
Mario : surveillant

QDP : Pouvez-vous expliquer les conditions de travail d'aujourd'hui, et dans le passé ?

Marilyn : Les salaires sont misérables, quand je suis entrée, il y a 5 ans je touchais 900 frs. Aujourd'hui, la vie a augmenté et mon salaire lui n'a même pas suivi de moitié.

Mario : Pour le travail on est embauché pour tel ou tel poste, et continuellement, on est permutté, il n'y a plus de qualification.

Michel : Moi par exemple je suis crémier et il m'arrive souvent de m'occuper des légumes ou de toute autre chose.

Mireille : Avant il y avait une caissière par rayon, elle s'occupait en même temps du rayon, discutait avec les clients. Aujourd'hui, les caissières ne font plus que taper et c'est tout, il n'y a plus de rapports avec les clients, ils sont anonymes.

pratiquement les mêmes revendications : Augmentation des salaires, diminution du temps de travail, liées souvent à l'augmentation des effectifs. Comme le témoignent les employés d'INNO Montparnasse, en lutte depuis 10 jours, les conditions de travail se sont rapidement dégradées ces dernières années. Le Quotidien du Peuple appelle tous ces lecteurs à nous envoyer les expériences faites en ce domaine ainsi que des témoignages sur les luttes des employés.

Michel : C'est du travail à la chaîne.

Mireille : Y a pas assez de caddies, les clients s'en prennent à nous.

Christine : Les clients du coin en général c'est des « faux bourgeois » ou des vrais il n'y a que les ouvriers qui sont vraiment sympa avec nous, ils comprennent nos conditions de travail.

Mario : Les luttes des ouvriers, pour moi c'est le même combat (approbation générale), nos conditions de vie, de travail, se rapprochent de plus en plus des leurs, nous sommes exploités de plus en plus, les grands magasins font eux d'énormes profits.

Marilyn : Alors depuis le temps que ça dure ça pouvait plus aller comme ça, c'est pour ça qu'on est en grève.

QDP : Où en est la lutte aujourd'hui et quelles sont vos perspectives ?

Michel : Le problème c'est qu'il y a des vendeuses qui travaillent encore, elles étaient prêtes à nous rejoindre mais la patron s'en est



aperçu et il a menacé de fermer le magasin, alors elles sont restées.

Mario : Il faut dire aussi que tous les discours de Giscard sur le chômage ça les inquiète, elles ont peur de s'y retrouver. Alors que le meilleur moyen de lutter contre, c'est de faire grève.

Mireille : On a essayé de faire débrayer les autres Inno, ceux de Passy et de Nation, à Nation les filles étaient prêtes à nous rejoindre mais la section CGT n'a rien fait pour, au contraire. A Passy c'est FO qui a joué ce rôle.

Marilyn : Dans ces magasins c'est les syndicats qui sont pas assez dynamiques, si Nation se mettait en grève ça irait beaucoup mieux. Ce qu'on aurait dû faire dès le début, c'est bloquer les portes. On a essayé de faire des barrages mais le patron venait dire au client que le magasin était ouvert.

Michel : Le soutien a joué dans la mobilisation dès que l'on a montré son importance ; aujourd'hui, c'est le million qui est atteint. Faut pas se laisser abattre. La direction essaye de nous diviser en acceptant aujourd'hui de discuter uniquement sur les bas salaires. MAIS RIEN N'EST JOUER, NOUS REPRÉSENTONS UNE FORCE CAPABLE DE LES FAIRE CEDER. Ce qu'il faut c'est un élément nouveau, cet élément c'est le soutien des vendeuses. A nous de nous en occuper, surtout qu'elles sont à bout de nerfs, il y en a qui sont tombés dans les pommes.

Mario : Le problème c'est que les luttes ne sont pas coordonnées, il y a des grèves dans beaucoup d'autres magasins, et nous, on n'est même pas au courant. Les directions syndicales ne s'occupent pas assez de la popularisation.

en bref..

GREVE AUX ENTREPOTS N.E.A.

Les entrepôts de Nord Est Alimentation (anciennement Docks Rémois) sont en grève depuis mardi 7 octobre pour :

- augmentation de salaire,
- abaissement de l'âge de la retraite,
- la semaine de 40 h,
- l'indemnisation des jours de grève.

Près de 90% du personnel est en grève. La direction essaie de briser le mouvement en allant chercher chez eux les chauffeurs pour qu'ils livrent les succursales, et en négociant avec les maisons concurrentes, ou des transporteurs, pour qu'ils livrent les succursales Radar.

Les travailleurs de N.E.A. ont pris contact avec les travailleurs concernés, pour qu'ils refusent le rôle de briseurs de grève que veut leur faire jouer le patronat rémois de l'alimentation. Ils ont obtenu l'assurance de leur solidarité.

Corr. Reims

CHOMAGE PARTIEL A USINOR-DUNKERQUE

L'annonce en a été faite vendredi au CE « L'usine sera arrêtée entièrement, hauts fourneaux compris, le lundi 13 octobre à 13 heures pour les personnels en feux continus... » Seuls la cokerie et le déchargement des minerais resteront en activité. 10.500 travailleurs seront concernés et verront leurs salaires amputés en conséquence.

LA MORT D'UN EBOUEUR

Un camarade éboueur de la communauté urbaine de Dunkerque est mort d'une congestion pulmonaire. Cela est dû aux conditions de travail, au manque de personnel et à l'absence de visite médicale, pourtant obligatoire (il était atteint de tuberculose).

Avec l'accord de la section CGT les éboueurs travaillent avec le système « fini-parti ». De plus les heures supplémentaires et l'autorisation tacite pour les chauffeurs d'occuper un deuxième travail l'après-midi dans le privé, engendre l'état d'esprit du « contre la montre ».

« Vous travaillez au service du public », tel est le mot d'ordre syndicat-direction. Cela est arrivé à un tel point que pour ne pas « perdre des cartes » la section CGT refuse de demander du personnel supplémentaire.

D'un autre côté, il est significatif que la communauté urbaine soit dirigée par le PS et qu'une partie du personnel a mené une grève de cinq semaines en novembre 74 sans rien obtenir de ce « socialiste ».

B. Dunkerque.

RENAULT : LES VERIFICATEURS DEBRAYENT.

A la suite des caristes et des ouvriers des presses, les vérificateurs de l'U.F.M.B. des usines Renault à Billancourt (ateliers 38, 49, 14) sont entrés en lutte, depuis plus d'une semaine sur la revendication du P1 pour tous. Cette lutte se passe sous la forme de débrayages de 2 h., ateliers par ateliers, avec Assemblée Générale une fois par semaine. Des discussions doivent avoir lieu Mardi 14 entre la direction de l'U.F.M.B., des représentants des syndicats, et quatre délégués de chaque atelier concerné.

GRANDIN une victoire pour qui ?

Hier matin, Grandin a rouvert. Il aura fallu huit mois de lutte, et d'occupation. En février, elles étaient plus de cinq cents. L'accord signé vendredi soir ne porte que sur 156 personnes reprises, avec priorité pour celles qui ont occupé. Peut-on parler d'une victoire ?

Samedi, les ouvrières qui sortent de la cantine, et qui vont, comme chaque jour, prendre un café de l'autre côté de la rue, laissent voir leur joie. L'accord est enfin signé. Elles seront reprises en priorité.



Les difficultés n'ont pas manqué. Pendant de longues semaines, pas même d'indemnité de préavis pour survivre. Elles tiennent le coup grâce à la solidarité des travailleuses. Certaines se découragent. Pressées par la nécessité de toucher une paie, manquant de confiance dans la lutte, elles cherchent du travail ailleurs. Elles devront parfois faire une heure de métro pour aller à leur nouveau travail. Mais beaucoup n'en retrouveront pas, comme ce jeune qui nous explique comment il a compris qu'il n'y avait qu'une solution, la lutte, l'occupation, pour retrouver du travail là où il y avait, là

où il y avait droit, dans cette usine.

Ces femmes qui n'avaient souvent jamais lutté, ont alors organisé des collectes, sont allées occuper le bureau de Françoise Giroud, « déranger » le Ministre d'Ornano à Deauville, occuper TF 1... Partout, elles ont dû forcer les portes pour se faire entendre.

Autre piège qu'elles ont dû combattre, c'est les fameux 90%, que l'ANPE a essayé d'utiliser contre elles. « Nous ne vous payons pas pour occuper Gran-

din, mais pour que vous cherchiez du travail ». C'était, quelquefois, l'emploi proposé qu'il fallait avoir le courage de refuser pour pouvoir continuer la lutte ici, comme cette jeune ouvrière immigrée qui a refusé 3 propositions. Les 90%, c'était, pour certaines, une « sécurité provisoire, démobilisatrice. Au fil des jours, elles ont dû se battre pour que l'occupation continue.

Mais celles qui se retrouvent aujourd'hui au chômage ? Peut-on dire, comme le font les révisionnistes, que c'est leur faute, qu'elles sont licenciées parce

qu'elles n'avaient qu'à lutter ? Une jeune ouvrière, qui a occupé, et qui est « sûre d'être reprise », nous dit qu'elle n'est pas d'accord pour que des filles restent à la porte. Elle ne s'est pas battue que pour elle. Toutes avaient droit au travail ici. Pourquoi n'ont-elles pas occupé ? Qu'est-ce qui était proposé pour les mobiliser ? Est-ce que la majorité d'entre elles, ne voyaient pas comme toutes les autres la nécessité de se battre, pour l'emploi ? Car il ne suffit pas à la direction de la lutte de dire qu'on leur écrivait chaque fois qu'il y avait une réunion importante. Quels moyens leur donnait-on de replacer la lutte dans le combat de l'ensemble de la classe ouvrière contre le chômage ? Qu'était-il fait pour que chacune participe à la bataille, à sa mesure, pour qu'elles surmontent leurs problèmes personnels ? Combien de femmes se sont entendu dire, à propos des gosses par exemple, qu'elles se débrouillaient bien pour les faire garder, quand elles travaillaient, et même qu'elles pouvaient les amener à l'usine. Est-ce persuader les ouvrières de la nécessité de leur participation, que leur dire qu'elles n'avaient qu'à occuper, pour savoir ce qui se passait ? Non, c'était les écarter d'office.

Bref, qui porte la responsabilité de la démobilisation, de la division des ouvrières entre celles qui ont occupé, et celles qui ne l'ont pas fait ? COMMENT JUSTIFIER QUE SUR CETTE BASE DE DIVISION, LA DIRECTION DU SYNDICAT AIT FAIT ACCEPTER DES LICENCIEMENTS, MIEUX ENCORE, AIT DESIGNÉ CELLES QUI SERAIENT LICENCIÉES ? Diviser les ouvrières, décourager celles qui avaient le plus de difficultés, les écarter de la lutte, n'était-ce pas là le chemin le plus direct pour faire renoncer au mot d'ordre juste du départ, « du travail pour tous » ? Pour imposer un autre rapport de force, il était effectivement nécessaire que toutes se battent. Mais pour cela, il aurait fallu travailler à l'unité des ouvrières, et non à leur division. De cela, la direction révisionniste de la lutte en est pleinement responsable. Lancer ce mot d'ordre de division, qu'est la reprise prioritaire de celles qui ont occupé, le présenter comme une victoire, c'est en fait nier la possibilité d'une victoire d'ensemble de la classe ouvrière contre le chômage. C'est accepter les licenciements, en propageant le pessimisme, l'idée qu'on ne peut se battre victorieusement contre le chômage. Faire accepter des licenciements sous prétexte de réalisme, c'est aussi ce que ferait le PCF, s'il était au gouvernement. Jamais, pour lui, il n'est question de le supprimer.

Non, la reprise à Grandin, hier, ce n'est pas une victoire. C'est au contraire un exemple criant du travail de division de la classe ouvrière entreprise par le PCF. Face à l'offensive de la bourgeoisie qui licencie à tour de bras, les ouvrières de Grandin qui ont déjà compris à quel point cette division était néfaste, combattront pour l'unité plus que jamais nécessaire.

Monique CHÉRAN

POUR UN ART ET UNE CULTURE AU SERVICE DU PEUPLE

Le «Cuirassé Potemkine» d'Eisenstein et le spectacle d'Hossein : deux conceptions opposées

de la vérité historique

Je suis tout à fait d'accord avec l'appréciation d'ensemble du spectacle d'Hossein : «la prodigieuse aventure du Cuirassé Potemkine». C'est une production lourde du show business. On cherche à rameuter les foules avec le fric, le matériel, la technique : jamais vu, 2 cuirassés sur scène, 20 tonnes de

décor, 40 acteurs et figurants, costumes d'époque, etc. etc...

On cherche à abasourdir, à bruir le spectateur avec des effets massifs, sonos qui nous assènent ses bruits de canonnade, qui fait tonitruer la musique, qui déverse à plein tube la chanson mélo. Bref, on cherche surtout à

ce que le spectateur ne réfléchisse pas ; on lui sert, entre deux tableaux, une soupe «historique», frauduleuse et, durant les tableaux, il ne voit que des marionnettes qui s'agitent. Mais surtout qu'il ne réfléchisse pas : il faut que cette histoire d'ouvriers, de paysans et de soldats se dressant pour l'insurrection armée, lui apparaisse comme complètement étrangère, comme une légende sans aucun rapport avec les luttes et les aspirations d'aujourd'hui.

Ah si, il peut réfléchir... à la sortie. Quand il se retrouve sur le pavé de Paris, à l'air libre, et, il s'aperçoit finalement que cette artillerie lourde a martelé une seule idée : toutes les révolutions sont écrasées dans le sang !

Mais ça ne se passe pas comme ça : je suis allé voir le spectacle avec d'autres jeunes. Et la plupart ont fait la comparaison avec le film «le Cuirassé Potemkine», qui date de 1925. C'est la nuit et le jour. Hossein, c'est la chape de plomb révisionniste qui paralyse : impuissance, démobilisation, capitulation. Eisenstein, malgré ses défauts d'esthète, porté par l'élan de la Révolution d'Octobre, a fait, sur le même sujet, un film qui, aujourd'hui encore, enthousiasme, donne confiance dans la révolution. Il a mis en valeur systématiquement ce qui a fait de 1905, en Russie, «la répétition générale» de la Révo-

lution d'Octobre : pas seulement la férocité de la répression tsariste, mais surtout l'ampleur du mouvement populaire, sa détermination, le rôle dirigeant, moteur de la classe ouvrière, les progrès foudroyants des idées de la révolution, le parti de Lénine, uni aux masses, qui se porte à la pointe du combat. Tout cela se dégage, au fur et à mesure, des séquences.

C'est un film tourné avec peu de moyens (sur un vieux cuirassé mis au rancart, un extérieur à Odessa). Mais c'est un film qui appelle à la lutte, où les masses agissent, déploient leur énergie : Vakoulintchouk, Matouchenko, l'exemple de ces marins révoltés, leur visage même restent gravés dans notre mémoire.

Hossein et ses acolytes, Soria et Decaux consacrent 1/4 de leur show à la révolte et tout le reste à montrer qu'elle a été vaincue. C'est de la petite histoire, de la myopie bourgeoise, délabrée.

Eisenstein, au contraire, choisit de s'en tenir à la phase victorieuse de leur révolte. Et c'est choisir de restituer la vérité historique : «Nous savons la suite : que le cuirassé a été interné à Constantza, puis restitué au gouvernement tsariste, écrit Eisenstein, qu'une partie de

matelots s'est sauvée, mais que Matouchenko, tombé aux mains des bourreaux tsaristes a été exécuté...

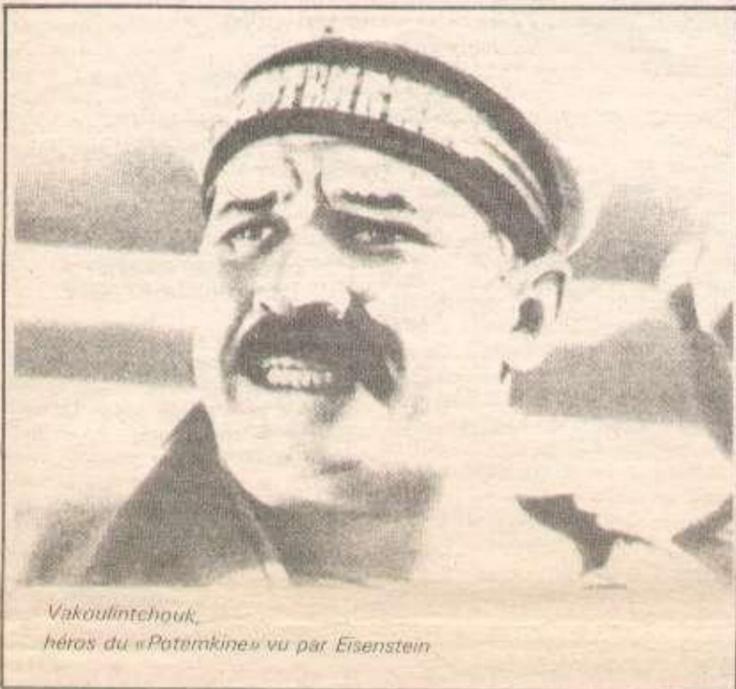
Il est juste pourtant qu'au cinéma le descendant du cuirassé de l'histoire achève sa carrière sur une finale de triomphe, puisque la révolution de 1905, toute noyée dans le sang qu'elle ait été, fait objectivement figure de victoire dans les annales révolutionnaires, de précurseur sublime du victorieux finale d'Octobre.

Et cette image d'une défaite traitée en victoire affirme hautement le rôle de 1905, dont la révolte du «Potemkine» n'a été qu'un épisode, mais qui reflétait la grandeur du tout.

Pour dégonfler cette boursoufflure pesante, bourgeoise, révisionniste, que nous a infligée Hossein, je crois que la comparaison avec le film de Eisenstein est très efficace.

J.D. Paris

A noter que l'UJCF révisionniste a attiré vers ce spectacle, contre-révolutionnaire, démobilisateur, les jeunes, en organisant une séance à prix réduit, les Catala et autres en profitant pour caser un discours.



Vakoulintchouk, héros du «Potemkine» vu par Eisenstein

“ LE VIEUX FUSIL ”

ou la Résistance transformée en vendetta

Avec des films comme «Lacombe Lucien», «Le Portier de Nuit» ou «Les Chinois à Paris», on nous avait habitués ces derniers temps à la réhabilitation du nazisme et de la collaboration ; avec le dernier film de Robert Enrico, «Le Vieux Fusil», c'est autre chose. Le moins qu'on puisse dire c'est que le film ne fait pas l'apologie du nazisme ; bien au contraire, il montre la barbarie nazie, les méthodes de la milice qui vient rechercher dans les hôpitaux les F.T.P. blessés par les tortures, il remet à la mémoire ce que la bourgeoisie voudrait nous faire oublier.

C'est l'histoire d'un chirurgien de Montauban en août 1944. Ce médecin aide quelque peu les Résistants en recueillant les blessés dans son hôpital mais comme il le dira lui-même au chef milicien venu chercher les F.T.P. : «je ne fais pas de politique» et il laissera tranquillement la milice frapper et emmener le Résistant blessé tout en ripostant qu'il pourrait bien se plaindre au médecin allemand. Ce qui intéresse cet homme, c'est avant tout sa femme (Romy Schneider), sa fille, son chien, ses amis, sa maison. Alors que le peuple français se soulève pour chasser les nazis, ce docteur mène une vie douillette : le bonheur du foyer au dessus de la mêlée malgré les nazis dans les rues et le soir au coin du feu, il lit face à sa vieille mère qui tricote. Mais voilà, ce bonheur est fragile, sa femme et sa fille se réfugient dans sa résidence secondaire : un vieux château perché sur des falaises. C'est là qu'il découvrira l'horreur hitlérienne : les habitants du village, hommes,

femmes, enfants massacrés dans l'église par des éléments de la division S.S. «Das Reich», sa femme violée et brûlée au lance-flammes, sa fille tuée assassinée. Pour lui, c'est un monde qui s'écroule et la douleur va faire place à la vengeance. Son vieux fusil de chasse caché dans le grenier va faire du bon travail : il reste une dizaine de S.S., il les éliminera tous dans ce château dont il connaît toutes les caches.

La scène du viol, de l'assassinat de sa femme et de sa fille que l'on nous montre avec complaisance est assez insoutenable par son horreur, c'est cette scène qui constitue le tournant du film et on attendra jusqu'à la fin que le dernier nazi soit justement châtié. L'auteur veut précisément amener le spectateur à s'identifier au héros du film mais sa démarche ne s'arrête pas là. Dans le film, les images du bonheur passé : vacances douillettes à Biarritz, vie heureuse d'un notable provincial sans autre souci que les yeux de sa femme, ces images s'entremêlent à la chasse au S.S. et viennent renforcer la détermination du héros. A partir de la juste colère que peut susciter la vision des crimes nazis, l'auteur du film amène le spectateur à suivre la démarche de ce docteur et tend à faire partager sa propre vision du bonheur bourgeois. Et c'est uniquement parce que ce bonheur est brisé que le héros du film entre bien malgré lui et à sa manière dans la Résistance.

Ainsi, la lutte d'un peuple contre le nazisme se transforme en drame

individuel, en vengeance personnelle. Certes, les F.T.P. sont présents, choses rares dans un film ! Mais il faut voir comment. On les aperçoit, oh ! pas longtemps, quelques minutes tout au plus. Un moment ils arrivent dans une vieille traction, ils débarquent et courent dans tous les sens, ils se débattent comme de grands guignols un peu excités face à la détermination inébranlable du chirurgien avec son vieux fusil. Ce sont pourtant les F.T.P. que craignent les nazis ; ils s'affolent devant ce qu'ils croient être une attaque de partisans, eh bien, il se trompent : c'est simplement le docteur de Montauban avec son fusil à chevrotines qui leur en fait voir. Les F.T.P. reviendront bien à la fin du film avec des paysans des alentours mais trop tard évidemment : tous les S.S. sont morts ; ils sont là comme «arrière-fond», ils se démènent mais ne sont pas les véritables héros ; ils ont des armes mais le docteur, lui, a jeté son fusil. C'est fini, le héros a assouvi sa vengeance, loin de rejoindre le combat du peuple, il s'en va seul avec un ami pleurer dans un coin «où est passé le chien ? » demande-t-il, à la fin du film.

Sous des allures progressistes, ce film dénature le combat de notre peuple contre le fascisme. C'est une insulte de plus à la Résistance : la lutte d'un peuple sert de décor aux tribulations individualistes d'un bourgeois de province.

Loïc LEGARREC

DE LA MUSIQUE POPULAIRE AU RASSEMBLEMENT DU CEDETIM

Le rassemblement Anti Impérialiste organisé samedi 11 et dimanche 12 octobre à la Cartoucherie de Vincennes aura été l'occasion de confronter différentes traditions artistiques populaires de tous les pays.

Il a été assez large pour que l'on puisse entendre à la fois de la musique purement traditionnelle (surtout africaine) et des tentatives progressistes d'utilisation de la musique traditionnelle (comme par exemple les fameuses compositions du musicien égyptien le Cheik (imam).

Il y a eu, à la fois le plaisir des travailleurs qui sont heureux de s'exprimer à travers leur culture et qui essayaient de faire participer les autres à leur art et l'effort de certains musiciens pour mettre leur art au service de la révolution.

On a pu juger des différents degrés de prise de conscience des artistes selon les pays et s'enrichir des «trouvailles» qui leur permettent de faire passer leur message.

Il est regrettable que notre pays n'ait été représenté sur le plan artistique, que par des chanteurs qui parlaient surtout de l'Espagne ou d'autres pays ; les chansons ouvrières françaises par leur contenu internationa-

liste, de même que l'art populaire régional sont pourtant d'excellentes armes anti-impérialistes.

De même si un certain nombre de travailleurs immigrés pour qui la lutte Anti Impérialiste est une évidence, étaient présents, il ne semble pas que beaucoup d'ouvriers Français se soient déplacés à la Cartoucherie.

Le choix que l'on a fait pour ce qui est de la participation artistique à ce rassemblement («Professionnels» et «Amateurs» présentés sur le même plan et choisis pour le sens de leur démarche) semble marquer un pas en avant dans ce genre d'entreprise.

Il faut aider les musiciens qui veulent mettre leur art réellement au service du peuple et il faut critiquer ceux qui véhiculent une idéologie révisionniste en semant la tristesse et le désespoir quand ils parlent des luttes (ceci a été une attitude qui a sévi longtemps chez certains artistes qui ont voulu parler du Chili).

Au Portugal comme au Chili des chanteurs révolutionnaires ont réussi, à cause de la qualité de leur musique et de la justesse de leur texte, à détrôner les chanteurs du Show Business auprès du peuple. C'est un exemple à méditer.

François TUSQUES

télévision

DIMANCHE SOIR SUR TF 1

«LA PISCINE»

Mercredi dernier, Giscard déclarait solennellement vouloir lutter contre la perversion, entre autres, la pornographie et la violence. Dimanche soir, la première chaîne nous en a fourni un exemple frappant. C'est de bien beaux héros qu'on nous a présentés à 20 h. 30. Le film de J.C. Deray, « La Piscine », est-ce là le modèle de la morale giscardienne ? Quatre bourgeois, près de St Tropez, autour d'une piscine qui n'ont d'autres choses à faire que de se rouler dans l'herbe et se baigner pour finalement que cela aboutisse à un meurtre et qu'en fin de compte, le téléspectateur soit prié de l'excuser au nom de l'amour ; voilà brièvement résumé ce que Romy Schneider, Alain Delon, Maurice Ronet et Jane Birkin nous ont interprété. Autour de la piscine, on tue par amour, nous n'avons pas des « délinquants » devant nous ; D'ailleurs, pour preuve ; le commissaire de police ferme les yeux.



Delon joue comme d'habitude, le visage droit, en petit héros de causes louches ; Ronet, lui, conserve dans ce film l'image qu'il se donne toujours : un play-boy sur le retour d'âge, et si Jane Birkin ne se fait pas beaucoup entendre, Romy Schneider est, dans ce film, le pivot autour duquel tourne la caméra. C'est d'ailleurs ce qui, en 68, avait fait parler de cette production : des disputes, un grand malaise, un meurtre commis, bien des problèmes au milieu d'un luxe insultant pour les travailleurs. Deray nous explique pourquoi : c'est la force des choses, la fatalité que trainent avec eux les riches. « L'argent ne fait pas le bonheur ». Pauvres bourgeois, sur lesquels on devrait s'apitoyer. Avoir une piscine, une bonne pour se faire servir, et de l'argent sans rien faire, c'est pire que tout. Et Deray le prouve : ils ne sont que quatre. Un homme et une femme avec un ami et sa fille et cela se termine par un meurtre. C'est clair que l'on doit comprendre : « Nous qui travaillons pour justement faire vivre ces parasites, nous n'avons pas à nous plaindre, c'est eux qui ont les problèmes qu'amène inévitablement le luxe ».

C'est une thèse insultante et une explication qui a fait long feu qu'on nous a fourni dimanche.

Claude Villard

programme

MARDI 14 OCTOBRE

TF 1

- 18 h 15 - A LA BONNE HEURE
- 18 h 45 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
- 19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - QUOI DE QUI ?
- 21 h 15 - LES GRANDES ENIGMES émission de Robert Clarke et Nicolas Skrotzky
- 22 h 15 - DE VIVE VOIX
- 23 h 15 - JOURNAL ET FIN

A 2

- 18 h 30 - JOURNAL
- 18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
- 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ECRAN « LA VILLE ETRANGE » film de Raoul Coutard (1975) débat : le vietnam sans l'occident
- 23 h 15 - JOURNAL ET FIN

FR 3

- 18 h 55 - FLASH JOURNAL
- 19 h 00 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
- 19 h 55 - FLASH JOURNAL
- 20 h 00 - LES ANIMAUX CHEZ EUX documentaire de Bristol Foster
- 20 h 30 - AVENTURES, FILMS POLICIERS « TROP PETIT MON AMI » film français d'Eddy Matalon (1969)
- 22 h 00 - JOURNAL ET FIN

MERCREDI 15 OCTOBRE

TF 1

- 13 h 35 - LES VISITEURS DU MERCREDI - émission pour les jeunes
- 18 h 15 - A LA BONNE HEURE - L'information sexuelle à l'école
- 18 h 45 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
- 19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - CECILE OU LA RAISON DES FEMMES
- 21 h 30 - DES MILLIONS DE LIVRES ECRITS A LA MAIN - émission de Pierre Dumayet
- 22 h 20 - JIRI PELIKAN - émission de Frédéric Towarnicki
- 23 h 15 - JOURNAL

A 2

- 18 h 30 - JOURNAL
- 18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
- 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - MANNIX
- 21 h 25 - C'EST-A-DIRE
- 22 h 25 - JOURNAL

FR 3

- 18 h 55 - FLASH JOURNAL
- 19 h 00 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
- 19 h 55 - FLASH JOURNAL
- 20 h 00 - PROGRAMMES REGIONAUX
- 20 h 30 - A LA REDECOUVERTE DU CINEMA FRANCAIS - « Derrière la façade » film français de Georges Lacombe (1939)
- 22 h 00 - JOURNAL

feuilleton

Résumé :

Norbert découvre que l'ALGERIE n'est pas telle qu'on lui a décrite ; il est engagé pour la construction des routes.

Mon père m'apprit qu'il avait trouvé à me placer comme garçon au cercle des officiers, au taux de quinze francs par mois ; il n'avait plus d'argent et il lui en fallait ; il n'avait jamais travaillé, mais s'occupait à faire travailler les autres. On nous donnait des vivres militaires qui consistaient en une livre et demie de pain de munition et deux cents grammes de très mauvaise viande, mais un ménage a d'autres besoins ; il lui faut du savon, du linge, etc. Mon père avait l'habitude de boire sa bouteille et de fumer et il prétendait ne pas s'en passer.

Cet arrangement me déplut ; je n'étais pas venu en Afrique pour être garçon de café ; mais quoique à contre-cœur je servis de domestique à ces messieurs. C'est là que

memoires et aventures d'un proletaire

de Norbert Truquin

je pus juger à sa valeur ce que vaut un officier d'armée permanente.

Tous ces officiers étaient tous au fond de très bons garçons ; c'est le métier militaire qui ne vaut rien. L'officier aussi est un esclave ; il ne s'appartient pas ; il appartient à la discipline ; il est bien sorti des écoles spéciales (Polytechnique ou Saint-Cyr) ; il est même savant ou lettré ; mais quand on a vécu trois mois avec ces messieurs et qu'on les a observés de près, on ne voit en eux que de la médiocrité. Quoique instruits, ils ignorent absolument l'économie domestique, encore plus l'économie politique et sociale. En fait de patriotisme, ils ne connaissent que l'avancement. Leur amour de la patrie se réduit à l'amour du galon et des épauettes ; épiant la paie, selon leur opinion, elle n'est jamais assez forte ; l'officier est toujours endetté. Leur

la grippe

Le 11 octobre, le froid a fait son apparition, brutalement : 7° à Paris, on n'avait pas vu cela depuis longtemps ; c'est en même temps le cortège des rhumes, angines, otites, sinusites, bronchites, gripes, qui commence.

Il existe un rapport direct entre les variations de pollution atmosphérique et les affections respiratoires aiguës.

Au cours des périodes de brouillard qui ont sévi à Londres pendant les hivers 1952, 1956, 1957 et 1962, on a noté une augmentation considérable de la mortalité chez les enfants, les vieillards, les malades bronchitiques ou asthmatiques chroniques. La stagnation des nappes de brouillard sur les régions à forte concentration urbaine et industrielle, entraînent en effet une brutale augmentation de la teneur de l'atmosphère en polluants chimiques (confirmée par le dosage du gaz sulfurique dont la richesse était multipliée par six à dix fois), d'où atteinte des muqueuses respiratoires plus sensibles aux virus.

En France, chez l'enfant les sinusites, rhinopharyngites, otites, sont plus fréquentes dans les zones urbaines industrialisées, proches de la fumée des usines, ceci tout au long de l'année, et leur nombre augmente encore en période de brouillard.

De même chez les vieillards, les bronchitiques chroniques, les asthmatiques, les travailleurs fatigués et mal nourris, les gripes, bronchites... sont fréquentes et plus graves en période et dans les zones de forte pollution.

Aussi autour du port de Gennevilliers, la cité de transit pour émigrés et tous les quartiers modernes des Fosses-Saint-Jean vivent sous la fumée de grandes usines polluantes (Klébert-Colombes, etc...)

Rien d'étonnant dans le fait que la plupart des enfants soient enrhumés, toussent, fassent des crises d'asthme...

Alors, pourquoi la bourgeoisie responsable de cet état de choses parle-t-elle de la nécessité de combattre la grippe ? Pourquoi s'attache-t-elle à chercher (sans le trouver) un médicament efficace contre la grippe, c'est à dire contre le virus, et à mettre au point chaque année des vaccins anti-gripes plus ou moins efficaces selon les épidémies ? Par amour du prochain ? Non point !

En témoigne la déclaration d'un « spécialiste » français de la grippe : « Il n'est pas rare, au cours d'une épidémie d'observer des taux de 20% à 30% à l'échelle d'une

La rubrique, docteur Quotidien du Peuple, veut montrer le caractère social de la maladie, mettre les connaissances scientifiques et médicales au service des travailleurs.

C'est par vos témoignages, vos critiques, vos demandes de conseils, de renseignements médicaux, que nous apprendrons ensemble à connaître, à comprendre, à lutter pour construire la médecine au service du peuple.

Nous répondrons à toutes vos lettres, soit par la rubrique, soit individuellement.

ECRIEZ-NOUS.

grande ville ou d'un pays tout entier, avec toutes les conséquences sur la vie sociale et économique qu'un tel absentéisme, même limité à trois ou quatre jours, peut représenter le coût d'un cas de grippe constitué des dépenses médicales, du prix des médicaments, et aussi des heures de travail perdues, est de 1 000 F. Le prix d'une épidémie à l'échelle d'un pays comme la France représente donc une perte équivalente à 10 milliards de francs nouveaux » (1973).

En tout état de cause, que faut-il faire quand on a la grippe ?

Il faut s'arrêter de travailler quelques jours, et lutter contre l'idée : « on ne s'arrête pas pour une grippe » que tentent de répandre les patrons et leurs acolytes.

En règle générale, dans le traitement de la grippe, les antibiotiques sont inutiles puisqu'elle est due à des virus contre lesquels nous ne possédons aucune arme.

Les seules mesures à prendre : le repos véritable, manger selon l'appétit, boire des boissons chaudes avec du miel et du citron pour éliminer les toxines par les urines, éviter la déshydratation due à la fièvre.

Celle-ci dure, c'est normal, trois ou quatre jours. Pour prévenir la grippe, le seul remède connu, c'est le vaccin.

Fabriqué avec 6 mois d'avance, il n'est pas efficace sur tous les virus grippaux mais protège des gripes les plus graves. C'est pourquoi il est conseillé de se faire vacciner lorsqu'on est fragile (asthmatique, bronchitique, vieillard...) pour éviter les complications.

La bonne prévention, c'est la lutte contre la pollution, l'urbanisation capitaliste, contre l'usure physique due à l'intensité du travail et aux difficultés de plus en plus grandes à vivre et à se nourrir correctement.

docteur du Quotidien du Peuple

de grosses souches très dures et les palmiers nains étaient enterrés de trente à quarante centimètres de profondeur ; ils étaient très difficiles à défricher, enveloppés qu'ils étaient d'une bourre excessivement dure ; il pleut rarement dans la province d'Oran et la terre y est très pénible à travailler.

L'administration était de la même force que les colons en agriculture, elle n'avait pas fourni de meules pour affûter les outils et il n'y avait pas de forgeron qui pût se charger de ce soin. Une fois que les outils étaient émoussés au contact des pierres enfouies dans le sol, ils ne pouvaient plus entamer les souches ni couper les palmiers. Si un manche venait à se casser, on ne trouvait pas un bon bout de bois pour le remplacer. Que pouvait-on attendre de gens aussi mal outillés ?

(à suivre)

international

Giscard en URSS

pas de quoi être depaysé

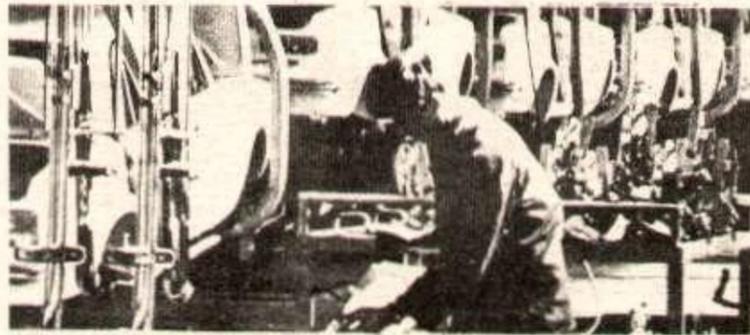
C'est, paraît-il, un pays «socialiste» que va visiter Giscard à partir de mardi. Il n'a en fait, aucun souci à se faire, aucune crainte de rencontrer trace des conquêtes des ouvriers russes, du socialisme qu'ils ont été les premiers au monde à construire, avec Lénine. Car le pays s'est complètement transformé.

DIRIGEANTS D'ENTREPRISE ET OUVRIERS DU RANG

Avec l'arrivée au pouvoir de Khrouchchev, relayé ensuite par Brejnev l'économie et la politique ont complètement basculé : par la loi de 1965, le profit, qualifié de «socialiste», a été promu au rang de critère essentiel pour la marche des entreprises. Comme en France, il signifie que le dirigeant d'entreprise - un «communiste» - dispose de tous les pouvoirs dans l'entreprise ; c'est lui qui fixe les salaires,

les primes, c'est lui qui embauche et licencie, qui décide des investissements. L'ouvrier du rang est ainsi soumis à l'arbitraire et ne décide en rien de la production, de la direction des affaires.

Le licenciement qu'on croyait banni à jamais par la révolution d'octobre est pratiqué sur une large échelle et inscrit dans le code du travail, article 47. L'expérience du complexe chimique de Tchchekino, où on a licencié 1 travailleur sur 5, a été étendue, par décret du comité central du P.C.U.S., en 1969, à toute l'industrie ; résultat, officiellement avoué par la presse soviétique : 70000 licenciements pour 292 entreprises de 1967 à 1973. La «mobilité» des travailleurs est chose normale ; en pays capitaliste, les ouvriers savent bien ce qu'elle signifie ; mais en URSS, leur condition n'est pas meilleure.



Une chaîne en URSS : la loi du profit maximum

Il y avait en 1973, 10 millions de «migrants» sans travail pendant une partie de l'année. Les paysans russes, comme leurs camarades français, sont obligés de quitter la terre : 2 millions d'entre eux cherchent du travail chaque année dans les villes.

Les dirigeants perdent de plus en plus leur prudence pour parler de l'exploitation restaurée dans les usines : la revue «Kommunist» déclarait en novembre dernier que «chaque rouble versé comme prime par l'usine de plastiques Aksaik lui permet en retour un profit de 16 roubles et 60 kopecks».

LA MISERE ET LA RICHESSE.

Misère à un pôle, richesse à un autre, c'est le résultat du capitalisme que nous connaissons bien en France. Mais c'est aussi ce qu'on observe en URSS, autrefois la première patrie du socialisme. 25 millions de per-

sonnes, avoue l'agence officielle TASS, «sont dans le besoin, en dessous du standard minimum de vie». Vieux, handicapés touchent des pensions en dessous de ce minimum. Comme en France. Et les familles du peuple payent deux fois plus d'impôts aujourd'hui qu'en 1960 : environ un mois et demi de salaire par an. Dans le même temps, les dirigeants touchent des salaires de 10 à 100 fois supérieurs au salaire ouvrier : ils ont des «comptes illimités» en banque, qui leur permettent de s'acheter voitures, maisons de campagne, etc... La corruption, les pots de vin sont monnaie courante et les biens de consommation pour les masses ne sont pas produits. Le fils d'ouvrier sera ouvrier, le fils de médecin médecin, le fils de dirigeant dirigeant. La presse soviétique raconte le cas de Galiya, ouvrière du textile licenciée : «elle a vagabondé pendant deux mois puis s'est suicidée».

Paul LEFORT

le quotidien du peuple

RECTIFICATIF

Une ligne ayant sauté hier dans les déclarations de Norodom Sihanouk, on lisait : «Je vous ai dit que les russes étaient les amis de la vingt-troisième heure, les américains, amis de la vingt-cinquième heure».

Il fallait lire :

«Je vous ai dit que les russes étaient les amis de la vingt-deuxième heure, les français les amis de la vingt-troisième heure, les américains les amis de la vingt-cinquième heure».

en bref

CAMBODGE

UNE CAMPAGNE

BIEN ORCHESTRÉ

Dans France-Soir, ... le criminel de guerre Sosthène Fernandez, réfugié en France depuis la veille de la libération de Phnom Penh, accuse les «khmers rouges» de génocide, lui qui a dirigé les massacres de Vietnamiens habitant au Cambodge en 1970.

Dans Le Figaro, Le Monde et à la télévision, c'est encore plus grotesque : de prétendus témoignages émanant «de personnalités ayant accompagné Sihanouk» : «Phnom Penh, ville morte, dispersion de la population et des familles de la capitale».

Ces journaux passent sous silence le témoignage de Sihanouk lui-même : «Maintenant Phnom Penh est propre et calme... Nous travaillons... (Les réfugiés) sont retournés à la maison... Les gens de la province de Kompong Cham, retournent dans la province de Kompong Cham... Les familles restent soudées, restent ensemble».

Cette brusque rage anti-cambodgienne trouve sa source dans le succès de la visite de Sihanouk : l'impérialisme français doit renoncer à la fois à ses possessions, pour lui l'Indochine, c'est fini ; en outre, il ne peut imposer aucune condition au Cambodge indépendant, qui fixe les siennes.

G.C.

ESPAGNE

REMANIEMENTS

DANS LA POLICE

Le général Campano a été nommé à la tête de la garde civile. C'était un des lieutenants de Franco pendant la guerre civile.

D'autres généraux franquistes de la première heure, anciens de la division Azul qui fut battue avec les troupes nazies à Stalingrad, ont obtenu des postes importants. C'est un indice du renforcement probable de l'état d'urgence établi par le décret-loi «anti-terroriste» d'août 1975.

Pour l'heure, Franco a cependant été contraint de rapporter toutes les décisions de procédure «sumarísimo» (expéditive). Onze des quinze militants basques arrêtés les 17 et 18 septembre ont été relâchés. C'est la riposte des peuples d'Espagne qui fait reculer Franco.

DANS LA PRESSE SOVIETIQUE

Cueillette des fraises dans un kolkhoze - ferme collective - près de Moscou. Comme les cueilleurs «détournaient de nombreux kilos de fruits», raconte la Komsomolskaya Pravda, journal officiel, la récolte a dû se faire «sous la surveillance d'hommes armés de fusils, aidés de chiens et donnant des ordres par haut parleurs»...

Autre exemple : Un homme travaille dans une agence de

publicité. Son salaire officiel : 25 roubles. Il vient d'être arrêté, raconte la Sovetskaya Kouloura, officielle aussi, parce qu'il possédait «une datcha de 40000 roubles, des gravures, des tableaux, des réfrigérateurs, cinq cent bouteilles de whisky et de gin, une Mercedes et deux voitures Jigouli». Sa femme «est une artiste connue et il a été condamné à quelques années de prison»...

LA GUERRE AU SUD-LIBAN - 2 -

LES PHALANGES DOIVENT RECULER

Samedi, les barricades étaient détruites dans les rues de Beyrouth. Les habitants des quartiers de Ain Remaneh et de Chaiah, à la lisière desquels se sont déclenchés de nombreux combats, depuis le 13 avril, ont assisté à la rencontre entre un chef des phalanges fascistes et des représentants de la Résistance Palestinienne et des progressistes libanais. De part et d'autre, les habitants des quartiers criaient : «Nous voulons la paix».

La partition du Liban, recherchée par les phalanges, a été massivement rejetée tant par les chrétiens que par les musulmans.

Par ailleurs, la Résistance Palestinienne a déjoué les tentatives destinées à la noyer dans des incidents quotidiens au Liban. L'un et l'autre des aspects du plan visaient à permettre une intervention étrangère au Liban, pour «normaliser» la situation. C'est l'union entre les forces populaires libanaises et la Résistance Palestinienne qui a mis ce plan en échec.

Les combats n'ont cessé que partiellement. Hors de Beyrouth, les incidents sont encore nombreux.

Les USA poursuivent toujours le but d'intervenir de plus en plus massivement dans la région, grâce à l'accord sur le Sinaï et d'affaiblir la Résistance Palestinienne. Les affrontements au Liban font partie des préparatifs pour une cinquième guerre, dirigée contre le sud-Liban et la Syrie, et ces préparatifs ne se ralentissent pas : plus de trois milliards de dollars en matériel de guerre doivent être envoyés en Israël. Le recul imposé aux phalanges aujourd'hui sera sans doute suivi de nouvelles provocations, destinées à réaliser les buts américains.

S'accrocher à sa terre pour le paysan du sud, c'est à la fois résister aux raids sionistes et lutter pour sa survie économique, contre les gros propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie capitaliste qui s'approprie terres et plantations. C'est le cas par exemple, des petits producteurs de tabac victimes du monopole de la Régie qui leur paie leur production à un prix trop bas pour leur permettre de vivre. Cette situation contraint un certain nombre d'entre eux à émigrer du Sud-Liban. Ce combat des paysans libanais se développe dans l'unité avec la Résistance Palestinienne.

Visitant début septembre des villages libanais près de Jouaya, à quelques kilomètres de la frontière palestinienne, avec des fédéayin d'une base mobile du Fath, nous avons pu voir la chaleur de l'accueil qui leur était réservé.

Au passage des véhicules de la Résistance, les jeunes villageois s'arrêtaient sur la route et saluaient longuement en faisant le V de la victoire. Dans un des villages dont les champs et les bois avaient récemment subi des bombardements israéliens, sous prétexte que des fédéayin s'y trouvaient, des paysans offraient le thé en expliquant en réponse à nos questions : «le village soutient les Palestiniens parce qu'ils sont dans la même situation que nous. Ils sont exploités pareillement.» Et s'adressant en souriant au responsable de la base, un paysan dit : «Tu ne peux pas trouver un village qui soutient la Résistance comme celui-ci.» Ceci illustre l'écho des tentatives conjointes des autorités sionistes et des forces réactionnaires du Liban, notamment les chefs de l'armée, d'isoler la Résistance Palestinienne dans la région. La propagande selon laquelle la présence des fédéayin est la cause des malheurs du paysan libanais, n'a plus guère de prise sur lui.

Car, pour les paysans du sud, la Résistance Palestinienne s'est révélée

une force décisive pour la défense de leurs intérêts. Non seulement elle repousse les agresseurs sionistes et elle aide les paysans à organiser l'auto-défense de leurs villages, alors que l'armée libanaise en l'ordre de ses chefs (phalangistes ou proche des phalangistes), laisse le champ totalement libre aux incursions sionistes (il n'y a pas de D.C.A. libanaise au Sud-Liban). Mais aussi du fait de la place qu'occupent les Palestiniens dans l'agriculture du sud, la Résistance Palestinienne s'est placée au cœur des luttes paysannes. Selon l'Union Générale des Travailleurs Palestiniens (organisation membre de l'OLP) au moins 3/4 des 85.000 Palestiniens ayant un travail régulier au Liban, sont des ouvriers agricoles ; cette proportion avoisine 90% dans la région de Sour et Saïda. Les Palestiniens forment une grande partie de la main-d'œuvre des plantations de tabac, de bananes, d'oranges, d'oliviers, etc... ils en sont parfois la majorité. Les mouvements revendicatifs qu'ils mènent à l'initiative de l'Union Générale des Travailleurs les mettent aux prises avec les planteurs et, pour le tabac, avec la Régie. Ils ont déjà arraché d'importantes augmentations de salaires (le salaire journalier passant cette année de 8,75 livres libanaises à 11 livres). Leur lutte profite aux petits producteurs et aux ouvriers agricoles libanais, et elle encourage ceux-ci à lutter contre l'exploiteur qui les contraint à aller chercher du travail en dehors du Sud-Liban.

La résistance Palestinienne lie étroitement la défense des revendications économiques des masses libanaises et palestiniennes du sud, avec des campagnes d'explication contre la désertion du Sud-Liban. Sur tout dans les villages frontaliers, des fédéayins participent à la production avec les petits paysans durant plusieurs mois et organisent des réunions avec eux pour les encourager à rester sur leurs terres et même à cultiver des terres encore

incultes. Ce mouvement, encore limité prends corps.

Dans une base du Front Populaire, au camp Bordj el Chamali, le responsable nous a expliqué : «Lors de la coupe du tabac, en plus de l'activité militaire et de l'étude politique, des camarades de la base vont aider les paysans. Et puis, nous tenons des réunions avec eux pour discuter des relations entre leurs problèmes et les vestiges du féodalisme sur le plan politique et religieux, qui entravent leurs luttes.»

Les affrontements avec les milices d'extrême-droite à Beyrouth et en d'autres points du pays, précipitent les choses. Nombre de libanais du sud ayant des membres de leurs familles qui vivent dans la «ceinture Chiite» de Beyrouth, les récents combats ont vu une véritable montée sur la capitale ; dans les villages du sud comme Jouaya, on nous a montré les maisons d'ouvriers, d'artisans ou de paysans morts dans les combats contre les phalanges. Pour la population du sud, l'unité du complot impérialiste, combinant les raids sionistes et les attaques phalangistes, est de plus en plus une évidence.

Ceci explique que, dans des villages ne subissant pas encore les bombardements les villageois se préparent depuis juin à la lutte armée, à l'initiative de la Résistance Palestinienne, ou d'organisations progressistes libanaises, ou encore de certains chefs religieux se démarquant du féodalisme religieux qui pèse encore sur les masses.

En juillet de cette année, à Kfarkillé, dans l'Arkoub, région au sud-est du Liban, continuellement bombardée, ce sont les villageois libanais qui encerclèrent et anéantirent des commandos israéliens hélicoptères. Les israéliens ne purent retirer leurs morts et leurs blessés qu'avec l'appui de l'aviation.

JEAN PAUL GAY

Prochain article :

« Nous libérerons la Palestine »